

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Dossier N° PC 92075 10 0540		Demande déposée le 15/01/2010, complétée le 19/01/2010, le 12/02/10, le 15/03/10
Par :	EDDI SARL représenté(e) par Monsieur PESKINE Alain,	Surfaces hors œuvre créées Brute : m ² Nette : 866 m ²
Demeurant à :	11 rue Jouvenet 75016 PARIS	SHON totale antérieure : SHON totale nouvelle : 866 m²
		Destination : Bureaux Habitation
Pour :	construction d'un immeuble de 6 étages sur 2 niveaux de sous-sol comprenant un local de bureaux et 6 appartements	Sur un terrain sis à Vanves: 53 rue Raymond Marcheron

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants, L.422-1, L.422-4, L.423-1, L.424-1, L.424-7 L.425-1, et R. 421-1 et suivants, R.423-1 et suivants, R.424-7, R.424-10 et suivants,

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée, sur les Monuments Historiques,

Vu la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000/262 en date du 29 septembre 2000 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments contre les bruits de l'espace extérieur,

Vu le Plan d'occupation des Sols de Vanves approuvé le 18 décembre 1997, mis à jour le 12 mai 1998, le 15 décembre 2000 et le 17 décembre 2004, modifié le 10 mai 2006 ;

Vu les travaux envisagés dans la demande de permis de construire décrite ci-dessus portant sur la construction, après démolition des bâtiments existants, d'un immeuble R+6 sur deux niveaux de sous-sol, comprenant un local de bureau de 145 m² en RDC et 6 appartements d'une SHON de 721 m², soit une SHON totale de 866 m²,
Vu les pièces annexées au dossier déposé le 15 janvier 2010, complété le 19/01/2010, le 12 février 2010 et le 15 mars 2010,

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 25/02/2010,

Vu l'avis de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris en date du 07/04/2010,

Vu l'avis favorable du Conseil Général des Hauts-de-Seine-Direction de la voirie en date du 11/02/2010,

Vu l'avis du Conseil Général des Hauts-de-Seine - Direction de l'Eau en date du 17/02/2010,

Vu l'avis favorable de la Compagnie Générale des Eaux-VEOLIA en date du 27/04/2010,

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Seine Ouest en date du 8 mars 2010,

Vu l'avis d'ERDF en date du 24/02/2010,

Vu l'avis favorable de l'Inspection du Travail-1ère division en date du 10/02/2010.

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le Permis de Construire est **ACCORDE** pour les travaux décrits dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Ledit permis fera l'objet des taxes et participations suivantes :

*Versement des contributions suivantes dont le montant sera fixé ultérieurement, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme :

- Au titre de la réalisation des équipements propres de l'opération correspondant aux frais réels d'accès et de branchement sur équipement public, au droit du terrain, en vertu de l'article L.332-15 du Code de l'Urbanisme,
- Au titre de la taxe locale d'équipement, en vertu des dispositions des articles 1585 A à H et 317 sexies (annexe 2) du Code Général des Impôts,
- Au titre de la taxe complémentaire pour la Région Ile-de-France, en vertu des dispositions de l'article 1599 octies du Code Général des Impôts,
- Au titre de la taxe départementale pour le conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.A.U.E.), en vertu de la délibération en date du 19 décembre 1997 du Conseil Général des Hauts-de-Seine,
- Au titre de la taxe départementale des espaces naturels sensibles (T.D.E.N.S.), en vertu de la délibération du 24 mars 2005 du Conseil Général des Hauts-de-Seine.
- Au titre de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux et de locaux de recherche, en vertu des articles L.520-1 et suivants et R.520-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

* Versement des contributions suivantes au titre :

- de la participation pour raccordement au réseau d'assainissement au bénéfice du Département des Hauts-de-Seine en vertu des dispositions de l'article L. 1331-7 du Code de la Santé Publique, d'un montant de 4988,16 euros.

ARTICLE 3 : Les prescriptions émises par la Communauté d'Agglomération Grand Paris Seine Ouest, par le Conseil Général des Hauts-de-Seine-Direction de l'Eau, par la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris, par l'Inspection du Travail, par le Conseil Général des Hauts-de-Seine-Direction de la voirie et par la Compagnie Générale des Eaux-VEOLIA, dans leurs avis ci-annexés, devront être strictement respectées.

ARTICLE 4 : Le permis de construire est accordé sur la base d'une puissance de raccordement au réseau public d'électricité de 75 kVa triphasé conformément à l'avis ci-joint d'ERDF. En cas de demande de raccordement d'une puissance supérieure, une contribution financière sera mise à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 5 : Le projet étant situé à proximité de deux infrastructures de transport bruyantes (RD 130 de catégorie 4 et RD 50 de catégorie 3), les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2000 devront être strictement respectées.

ARTICLE 6: Le Directeur Général des Services de la commune et toutes les autorités administratives compétentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Vanves, le 11 juin 2010

Bernard Gauducheau
Maire de Vanves
Conseiller Régional d'Ile-de-France

La présente décision et le dossier de permis de construire ont été transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales à la date du : 16 JUIN 2010

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

CARACTERE EXECUTOIRE : Le permis de construire n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle il a été notifié aux intéressés et transmis au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

DUREE DE VALIDITE DU PERMIS :

Conformément au décret n°2008-1353 du 19/12/2008, le permis de construire est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.
En cas de recours contre le permis de construire, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX et AFFICHAGE :

Le bénéficiaire du permis de construire peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique ou d'un espace ouvert au public décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-18 du Code de l'Urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

ACHEVEMENT DES TRAVAUX :

Dès l'achèvement des travaux, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être signée par le bénéficiaire du permis de construire ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux. Elle est adressée sous pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au Maire de Vanves ou déposée contre décharge à la mairie.

CARACTERE DEFINITIF DU PERMIS DE CONSTRUIRE :

Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait.

- **Recours :** Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, la légalité du permis de construire peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis de construire au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- **Retrait :** Dans le délai de trois mois après la date du permis de construire, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis de construire et de lui permettre de répondre à ses observations.

DROIT DES TIERS :

Le permis de construire est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage des travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du Code des Assurances.